

Politiques économiques

Permettez-moi aussi de dire un mot des investissements dans les stocks. Ils semblaient être à la baisse en 1975. On prévoit qu'ils augmenteront de beaucoup en 1976, et qu'ils pourront même atteindre les 350 millions de dollars.

Pour conclure, monsieur l'Orateur, en général, les perspectives pour l'année qui vient devraient être prometteuses. Voilà l'attitude que je suis heureux de constater de ce côté-ci de la Chambre. Nous ne partageons pas les vues pessimistes, confuses, contradictoires, équivoques des députés d'en face sur l'économie canadienne et que résume la motion proposée aujourd'hui par le député de York-Simcoe.

M. Jim Balfour (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, mes observations aujourd'hui porteront sur le fait que les politiques économiques du gouvernement actuel n'ont pas réussi à encourager et à soutenir les investissements dans l'industrie canadienne. A mon avis, en traitant d'une question pareille, il faut réfléchir sur la situation actuelle et se demander pourquoi elle est ce qu'elle est.

En 1974, il était manifeste que le Canada et son économie étaient aux prises avec une crise économique et financière très grave, qui empirerait vraisemblablement avant de s'améliorer. En 1974 l'inflation atteignait 11 à 14 p. 100, selon la façon de mesurer son taux, et pendant le premier semestre de 1975 elle avait conservé un rythme de 10 p. 100. Les hausses salariales sont passées de 10 p. 100 en 1973 à 17.4 p. 100 à la fin 1974 et à 18.5 p. 100 au milieu de 1975.

● (1720)

Parallèlement, le chômage passait de 5.4 p. 100 en 1974 à 7.2 p. 100 au milieu de 1975. Les grèves bouleversaient l'économie, les pertes de travail dépassaient une journée par travailleur et par an, le PNB réel et la production industrielle baissaient depuis près d'un an, et la valeur du dollar canadien accusait une chute de 6½ p. 100 par rapport à l'année précédente. Tout considéré, la situation n'était pas brillante et on a eu raison de dire que l'inflation était l'ennemi numéro un.

Malheureusement, le gouvernement a refusé de l'admettre jusqu'à la fin de 1975. Mais alors, reniant subitement les politiques définies à peine quelques mois auparavant, il a imposé au pays un contrôle mal défini des prix et des salaires, organisé à la va-vite et encore inefficace.

Les économistes expliquent l'inflation par toutes sortes de raisons: poussée des coûts, poussée des prix, phénomènes sociologiques. Lawrence B. Smith écrivait dans le numéro de janvier-février 1976 du *Tax Journal*:

Il n'y a qu'une explication véritable à notre inflation, et c'est le gonflement trop rapide de la masse monétaire. Quel que soit l'étalon adopté pour la mesurer, la cadence d'accroissement est astronomique depuis cinq ans. En 1974 seulement, elle s'est accrue de 20 p. 100. Dans les trois premiers trimestres de 1975, elle augmentait au taux annuel de 17.5 p. 100. Pour les trois mois terminés le 30 novembre 1975, la cadence atteignait le taux annuel de 21.9 p. 100.

Comme le produit national réel n'a augmenté que de 3 p. 100 en taux annuel pendant cette période il y avait pour acheter chaque unité de production 15 à 17 p. 100 d'argent en plus.

Ainsi, il faut soit que les gens accroissent leur épargne de façon très marquée, soit que les prix augmentent rapidement pour absorber ce pouvoir d'achat supplémentaire.

Or, au lieu de faire preuve de modération, le gouvernement a laissé monter en flèche son propre taux de croissance et ses propres dépenses. Entre 1965 et 1974 en effet, la proportion du PNB consacrée aux dépenses gouvernementales est passée de 29.9 à 39.1 p. 100 ou, autrement dit, les dépenses gouvernementales se sont accrues à un rythme supérieur d'environ 65 p. 100 à celui des dépenses du reste

[M. Martin.]

de l'économie. Ce genre de dépense non contrôlée est particulièrement préjudiciable parce que les ressources financières permettant cette expansion ont été dans une très large mesure réunies à l'intérieur du pays.

En empruntant de la Banque du Canada, c'est-à-dire en accroissant la masse monétaire, ou en empruntant à l'étranger dans le cadre d'un taux de change fixe ou dirigé, le gouvernement alimente l'inflation.

Comme depuis cinq ans, les avoirs de la Banque du Canada en bons du Trésor ont augmenté à un taux annuel de 13.5 p. 100, tandis que les avoirs du secteur privé se sont accrus à un taux annuel inférieur à 1 p. 100, à l'exception des obligations d'épargne du Canada, et comme le principal moyen de répondre aux besoins du gouvernement fédéral en matière de financement consiste à accroître les avoirs de la Banque du Canada en bons du Trésor, il est évident que l'augmentation des dépenses gouvernementales a été financée par un accroissement massif de la masse monétaire.

Comme le dit Lawrence Smith, et je cite:

Par conséquent, dans la mesure où la nécessité de financer la croissance des dépenses gouvernementales a été l'une des causes principales de l'accroissement excessif de la masse monétaire, l'augmentation des dépenses gouvernementales a directement contribué à l'inflation galopante.

Certains députés ne comprennent pas qu'un élément est essentiel dans toutes les usines pour lancer une nouvelle entreprise, agrandir une entreprise déjà existante ou la moderniser, et que cet élément est le capital. Si nous ne pouvons trouver les capitaux nécessaires, pour investir dans des entreprises canadiennes productives, en quantités suffisantes, sous une forme convenable et à un prix raisonnable, notre nation ne pourra pas grandir, et les calamités que constituent le chômage, l'inflation et la désillusion des hommes menaceront sans aucun doute notre société.

Il y a quatre formes ou sources de capitaux fondamentales: premièrement, l'épargne des particuliers, deuxièmement, l'épargne des entreprises, normalement sous forme de gains retenus, troisièmement, l'épargne réalisée par le gouvernement et, quatrièmement, les investissements étrangers dans notre pays, sous forme de dette ou de capital-actions.

Étant donné que nous devons nous préoccuper du gouvernement et de ses répercussions sur les investissements dans l'entreprise, nous devons continuellement souligner l'inaptitude de notre gouvernement à épargner. Tous les niveaux de gouvernement, nous dit-on, ont tendance à être plutôt prodigues. Tous les gouvernements, et le nôtre en particulier, ont tendance à prendre des habitudes extravagantes. Pour financer cette extravagance, ils puisent dans les épargnes des entreprises et des particuliers, de sorte que ces épargnes ne sont pas réinjectées dans l'économie sous forme de placements. Tous les niveaux de gouvernement au Canada ont englouti l'année dernière plus de 4.5 milliards de dollars en épargne, pour financer leurs déficits budgétaires.

Andrew G. Kniewasser, président de l'Association des courtiers en placement du Canada, disait dans un discours prononcé récemment:

De fait, les Canadiens devront épargner assez d'argent ou importer suffisamment d'économies d'autres pays pour financer des niveaux d'expansion de capital sans précédent partout au Canada. Le chiffre accepté est de 500 milliards de dollars constants d'ici 1985, ou 900 milliards en dollars courants.